

# Journée internationale de la défense des droits à l'interruption volontaire de grossesse (IGV)/Trois questions à un gynécologue

## Dr Nathalie Dupagne: " Nous devons généraliser l'éducation à la santé sexuelle "

Propos recueillis par Fidéle AFANOU EDEMBE  
Port-Gentil/Gabon

A l'occasion de la célébration, mercredi, de la Journée internationale de la défense des droits à l'interruption volontaire des grossesses, nous avons recueilli l'avis du Dr Nathalie Dupagne, gynécologue spécialiste en santé sexuelle et de la reproduction. Elle estime que "nous devons généraliser l'éducation à la santé sexuelle dans les écoles pour prévenir les grossesses précoces et les avortements clandestins..."  
*Lecture.*

**L'Union : Pour des raisons morales, sociales ou religieuses, la question de l'avortement reste un tabou en Afrique subsaharienne. Cela n'est pas sans poser quelques problèmes ?**

Dr Nathalie Dupagne : C'est vrai que la pratique de l'avortement est illégale dans la plupart des pays du Sud. Or, des avortements clandestins sont pratiqués tous les jours, sans aucun matériel médical adéquat et dans des conditions néfastes pour les femmes, c'est-à-dire dans des conditions d'hygiène et de sécurité insuffisantes. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'en Afrique, chaque année, c'est autour de 30% des 40 millions de grossesses qui ne sont pas désirées et 12% qui sont interrompues par un avortement. Et, d'après le Guttmacher Institute, en Afrique, 97% des interruptions volontaires de grossesses sont des avortements clandestins.

**Qu'en est-il du Gabon ?**

Dans notre pays, le sujet a longtemps été sensible à cause, entre autres, de la faible population du pays estimée en 2013 à 1 802 728 habitants. L'infécondité est assez élevée : 7% des femmes de 50 ans sont sans enfants en 2000, date



Photo : Ambonguilat

Dr Nathalie Dupagne: "La problématique de l'avortement reste un tabou en Afrique subsaharienne".

à laquelle la contraception moderne, longtemps interdite, a été libéralisée. Jusque-là, par manque d'accès à l'information et aux conseils d'espacement des naissances, l'avortement pratiqué dans de mauvaises conditions est resté, pour bon nombre de femmes, la seule méthode de planification familiale. La mortalité maternelle représente 316 décès pour 100 000 naissances, majoritairement dus à l'avortement clandestin. 45% des filles des collèges et des lycées ont déjà eu recours à un avortement clandestin. Notamment par les moins nantis qui le font dans des conditions sanitaires déplorables entraînant des séquelles comme la stérilité définitive ou carrément le décès de la femme, souvent très jeune.

**Alors, que faire ?**

D'après le Protocole de Maputo (2003), "les États assurent le respect et la promotion des droits de la femme à la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive. Ces droits comprennent, entre autres, celui, pour les femmes, d'exercer un contrôle sur leur fécondité, celui de décider de leur maternité, du nombre d'enfants et de l'espacement des naissances, le libre choix des méthodes de contraception, etc". Le Gabon a signé ce protocole et l'a ratifié en 2011. Ce sont des avancées non né-



Photo : Ambonguilat

Nécessité de généraliser l'éducation à la santé sexuelle dans les écoles pour prévenir les grossesses précoces.

gligeables qu'il faut déjà mettre en application. (...) Nous devons généraliser l'éducation à la santé sexuelle dans les écoles pour prévenir les grossesses précoces et les avortements clandestins, faire connaître les méthodes contraceptives modernes pour accroître leur acceptation en dissipant les idées reçues, améliorer l'accessibilité des usagers à ces méthodes contraceptives en diminuant leur coût, en facilitant leur approvisionnement et leur diffusion.



Photo : Ambonguilat

Selon le Dr Nathalie Dupagne, il faut améliorer l'accessibilité des usagers aux méthodes contraceptives.



### ROYAUME DE SACRIFICATEURS DU CHRIST

UN DIEU - UNE VISION - UN PEUPLE (EXODE 19 :4-6)

#### APPEL A LA REPENTANCE INDIVIDUELLE ET AU PARDON NATIONAL

*« L'Eternel sonde le juste, il hait le méchant et celui qui trouve plaisir à la violence » Psaumes 11v5.*

Nous aurions évité ce que le GABON traverse aujourd'hui si la voix de la sagesse c'est-à-dire celle de Dieu était écoutée et comprise. Mais hélas, le commun de mortel comprend souvent la voix de Dieu en retard et après conséquences.

La paix est le bien suprême de toutes les classes sociales de notre cher et beau pays. La paix est un impératif, la paix est un trésor précieux. Soyons tous des artisans de la paix ; car les Saintes Ecritures auxquelles nous croyons tous déclarent **« Heureux ceux qui procurent de la PAIX, car ils seront appelés fils de Dieu »** Matthieu 5 :9.

Nous lançons un défi à tous ceux qui se reconnaissent filles ou fils de DIEU d'œuvrer pour la paix et pour un retour au calme définitif dans notre Gabon.

Pouvoir comme Opposition personne n'a fait du bien au peuple gabonais dès lors qu'il y a pertes en biens matériels, immobiliers et mort d'hommes.

C'est pourquoi, nous invitons toute la classe politique gabonaise et dans l'immédiat à une repentance nationale et en présence de vos conducteurs religieux pour demander à DIEU et au peuple Gabonais un **PARDON SINCERE** pour tout le mal que vous avez commis.

Personne de vous n'ignore ce que Dieu réserve aux méchants, aux voleurs, aux injustes, aux violents, aux traîtres, aux instigateurs... et à tous ceux-là qui outrepassent les règles de vivre ensemble.

La repentance individuelle et collective est le seul moyen aujourd'hui de panser nos cœurs meurtris. C'est la seule issue pour nous réconcilier car l'amertume est perceptible dans toutes les souches de la population.

La paix sociale se construit dans la vérité, la justice, le pardon et le respect de l'autre. Examinez vos cœurs, remettez-vous en question et prenez conscience, après les événements tristes et douloureux qu'a connu le Gabon au soir du 31 août 2016 et ensemble disons avec la même énergie **« plus jamais ça dans notre GABON d'abord ».**

Montrez au peuple gabonais que vous êtes des pères et mères pétris de sagesse et d'amour pour le Gabon, le contraire vous trahira et le Gabon reconnaîtra ces fils dignes.

La violence est le langage des barbares et des lâches; mais nous vous croyons tous des hommes d'état et tout homme d'état n'a pas d'autres choix que celui d'œuvrer pour la paix sociale car cela fait partie de son mandat et de sa crédibilité.

Si votre opposant ou adversaire idéologique n'est pas d'accord avec vous, argumenter encore mais ne tuer pas déclare la Bible **« TU NE TUERAS POINT » Exode 20 :13. Ne semez pas la terreur, améliorer votre argumentation, mais ne tuez pas, ne poussez pas votre peuple à s'entretuer, ne l'excitez pas avec des mots barbares ou génocidaires.**

Nous vous appelons à régler vos différends par tous les moyens sauf par la VIOLENCE ou GUERRE.

Enfin, il y a un temps pour toute chose nous dit le sage « un temps pour déchirer, et un temps pour coudre, un temps pour se taire, et un temps pour parler, un temps pour haïr, et un temps pour aimer, un temps pour la guerre, et un temps pour la paix ». Ecclésiaste 3 :8-9.

C'est le temps du pardon national, le temps de nous pardonner les uns, les autres ; comme notre Dieu nous le recommande « Si vous pardonnez aux hommes leurs offenses, votre Père céleste vous pardonnera aussi ; mais si vous ne pardonnez pas aux hommes, votre Père ne vous pardonnera pas non plus vos offenses ». Matthieu 6 :14 -15.

Au Nom de JESUS CHRIST notre Seigneur et Sauveur Amen !



Rev. **Alain Roger BAMBEDA BOUKOMBA**  
PRINCIPAL

**EGLISE ROYAUME DE SACRIFICATEURS DU CHRIST**

Reconnu par l'état sous le N°000223/MDSHP/SG B.P 12 369 Libreville/Gabon N°Compte BICIG 09090.07958500016 70